

# Romain Rolland et Henri Guilbeaux

## Un parcours commun - des itinéraires divergents (1914 –1918)

par Jean-Pierre Meylan\*

Henri Guilbeaux est né en 1884 à Verviers (Belgique) de parents français. Son éducation a très tôt été ouverte aux langues et littératures étrangères. Il devient journaliste, critique littéraire, rédacteur, publiciste et vivra toute sa vie de sa plume, plutôt mal que bien. Il séjourne longuement à Berlin avant 1914 où il apprend à connaître la littérature d'avant-garde expressionniste. Maîtriser la langue allemande sera un atout en Suisse où l'allemand est aussi la langue utilisée par l'Internationale socialiste, notamment par Lénine. En 1913, il publie une « Anthologie des lyriques allemands depuis Nietzsche » faisant connaître en France précocement les noms de Richard Dehmel, Stefan George, Hugo von Hofmannsthal, Arno Holz, Ricarda Huch, Detlev von Liliencron, Nietzsche (en tant que poète), Rainer Maria Rilke, Frank Wedekind, Franz Werfel, Paul Zech et Stefan Zweig. Comme son aîné Romain Rolland il est donc prédestiné au rôle de médiateur culturel, mais aussi politique.

Guilbeaux passe les années d'avant-guerre à Paris comme rédacteur de publications littéraires, satirico-politiques et bénévolement libertaires (comme par exemple « L'Assiette au beurre ») et il s'oriente vers un socialisme non-conformiste. « La Bataille syndicaliste » et « La Vie ouvrière » dans l'entourage de Marcel Martinet, d'Alfred Rosmer et du syndicaliste Pierre Monatte deviennent sa patrie politique. Ce sont ces milieux minoritaires qui refusent « l'union sacrée » de 1914. Avec « La Vie ouvrière », Guilbeaux soutient, de Paris, le célèbre appel à la paix « au-dessus de la mêlée » que Romain Rolland publie en septembre 1914 dans le « Journal de Genève ».

La guerre et la censure ont changé la situation de la presse en France au point de priver Guilbeaux

de ses principales ressources comme rédacteur. Voilà pourquoi il se rend à Genève où Romain Rolland, son idole, lui trouve provisoirement une tâche auprès de l'Agence des prisonniers civils du Comité de la Croix-Rouge internationale (plutôt un prétexte pour légitimer son départ de France). Dès septembre 1915, Guilbeaux s'y établit et gravite, comme nombre de jeunes expatriés, exilés et réfractaires, dans l'entourage de Rolland (dont Pierre Jean Jouve, Claude Le Maguet, Gaston Thiesson, etc.). Il vit principalement de travaux de rédaction, collabore à « La Guerre mondiale », à la très mordante « Feuille » de Jean Debrit et il publie sous divers noms d'emprunt – ce qui est courant en littérature mais suspect en politique. Jusqu'en 1916, il s'engage et travaille pour divers organismes et cercles pacifistes souvent peu effectifs et de toute obédience : religieuse, bourgeoise, socialisante aussi.

*En pays plus partisan que neutre.*

Il importe de connaître les statuts légaux des étrangers en Suisse à cette époque pour comprendre ce qui est arrivé à Guilbeaux et à Romain Rolland. Comme Zurich, Bâle et aussi le Tessin, Genève comptait alors un taux de population étrangère résidente voisinant les 40%. Il y avait des civils « expatriés » de toute provenance : Russes orthodoxes, « tolstoïens », socialistes, juifs, minorités nationales en éveil, anarchistes et organisations religieuses. Mais aussi des expatriés aux statuts très divers : des résidents à domicile régulier, des « réfugiés politiques », des « réfractaires », même des « déserteurs ». Si la plupart de ces étrangers militants politiques bénéficiaient d'une grande tolérance avant 1918, il est une catégorie d'étrangers qui inquiétait fortement : les anarchistes, notamment italiens, et les étudiants

russes. L'assassinat de l'impératrice Elisabeth d'Autriche en 1889 à Genève par un anarchiste avait mobilisé les forces de police de l'Europe. C'est pour répondre à cette menace qu'avait été créé la même année le Ministère public de la Confédération (procureur fédéral). Au fil des années, la surveillance fut étendue par extension de la notion d'anarchiste aux éléments dérangeants en général : des syndicalistes et des socialistes minoritaires, etc. Le Département de Justice et Police cantonal ne respectait pas toujours le droit. À la suite d'expulsions arbitraires qui firent scandale, les socialistes se sentirent visés. En 1914, il n'y avait d'ailleurs pas encore de législation des étrangers au niveau fédéral : les cantons pouvaient « expulser » par simple mesure administrative, la Confédération aussi.

Au regard du caractère francophile de Genève, les résidents français ne pouvaient pas toujours compter sur la protection de la « neutralité » suisse, surtout s'ils avaient des problèmes avec les autorités françaises. Concernant Guilbeaux et Romain Rolland, il importe donc de préciser qu'ils bénéficiaient d'un statut de résident avec permis de domicile régulier et qu'ils n'étaient ni « réfugiés » ni des « illégaux ». Guilbeaux, en âge de pouvoir être appelé, était en outre « réformé » et libéré de toute obligation militaire en France. Le Parti socialiste suisse, déjà solidement établi dans des parlements des cantons-villes, était resté fidèle à la Seconde Internationale au-delà de sa désagrégation en 1914 et protégeait au début les pacifistes et ses camarades étrangers, dont aussi Guilbeaux.

*Les conférences de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916) : une nouvelle vocation.*

Guilbeaux participe à Genève à la

fondation du très dérangeant jeune « Groupe internationaliste » du PS genevois qui jouera un rôle mobilisateur dans la crise économique de 1917-1918. Le PS suisse bénéficiait du soutien de sa majorité pour la politique de la « reprise des relations internationalistes » d'avant-guerre de son président Robert Grimm, qui était aussi secrétaire de la IIe Internationale socialiste, donc légitimé à effectuer cette tâche. Cette reprise est entamée lors des conférences de Zimmerwald en septembre 1915 et de Kienthal en avril 1916. Certains de ces groupes seront progressivement instrumentalisés par Lénine et sa fraction bolchevique, mais avant la Révolution d'Octobre, ils bénéficient en principe mais de moins en moins, du soutien des PS genevois et suisse. À Zurich, ces mouvements comprenaient aussi des éléments « anarcho-syndicalistes » tels que le célèbre médecin anarchisant Fritz Brupbacher dont se méfiaient les bolcheviks autoritaires. Comme Brupbacher, Guilbeaux a toujours été tiraillé entre deux tendances opposées : le socialisme international et l'anarcho-syndicalisme qui est hostile à toute dictature centraliste. Si Lénine a fustigé l'irresponsabilité de Guilbeaux sur le tard, il vise cette composante « anar » incompatible avec le futur « communisme » dictatorial.

Guilbeaux réussit à se faire accréditer comme participant à la seconde conférence « secrète » de Kienthal d'avril 1916 en tant que représentant de la « Vie ouvrière » de Paris. Organiser une telle conférence internationale avec des délégués légitimés était pour Robert Grimm, président du PS, difficile en temps de guerre, la plupart des pays belligérants refusant des passeports à leurs ressortissants socialistes – même à des députés. Il était particulièrement difficile de trouver des délégués de France et de les faire venir en Suisse, si ce n'est clandestinement. Cette carence de délégués français dans toutes les conférences internationales a valorisé le rôle de médiateur de Guilbeaux dans les années à suivre. Dès Kienthal, Guilbeaux se fait le porte-parole de la très petite et encore inconnue fraction des « internationalistes » parmi les socialistes et en particulier de la fraction russe encore moins connue des « bolcheviki ». Romain Rolland, toujours bien informé, suit ces développements sans y être mêlé : il souhaite de ses vœux une révolution en Russie, mais c'est déjà en Suisse, en observant

les penchants de Guilbeaux, qu'il commence à se méfier de la fraction bolchevique.

#### *Romain Rolland et Guilbeaux - un combat commun.*

Guilbeaux cherche en Suisse la proximité de l'auteur du « Jean-Christophe » qui avait jeté des passerelles entre la France et l'Allemagne avant la guerre. C'est le début d'une longue relation inégale, faite de proximité mais aussi de distance, une relation importante si on la mesure au nombre de fois où Rolland évoque Guilbeaux dans son *Journal*. Cette relation d'ainé avec un jeune journaliste et homme de lettres inconnu donnera lieu en l'espace de quinze ans à deux itinéraires politiques inversés : le Rolland de 1915 se veut « au-dessus de la mêlée » et du combat, celui de 1937 est très stalinien. Chez Guilbeaux c'est l'inverse qui se produit : il passe du « léninisme » militant à la révolte contre le stalinisme dans les années 30. En 1915, Rolland craignant d'être instrumentalisé par une presse à opinions qui a perdu son indépendance, se retire de l'avant-scène à Vevey, mais continue à développer son vaste réseau de correspondances à travers l'Europe. Il ne publie plus que des textes littéraires, même dans la revue « demain » de son ami Guilbeaux. Mais en les soutenant moralement, il aide de jeunes talents qui cherchent en lui un maître à penser.

#### *La revue « demain »<sup>1</sup> première série (1916) : plate-forme de tous les courants.*

« demain » profitera de l'immense réseau européen de Rolland. Guilbeaux et lui seront parmi les mieux renseignés de Suisse avec leurs connaissances de l'allemand. Rien n'indique que Rolland n'ait subventionné « demain », mais sa protection, ni celle de Jean Debrit, n'ont pas préservé Guilbeaux de tentatives de mainmise de la France officielle et des tracasseries avec les autorités. En revanche, tous les deux ont soutenu, par des envois d'argent comptant convoyés grâce à des camarades de confiance, des revues « internationalistes » en France (tels que « La Plèbe » de Martinet), ce qui, en 1918, était devenu très risqué aussi bien pour les destinataires que pour les convoyeurs.

Rolland était à Genève un personnage-phare très contesté, cette réputation a permis à Guilbeaux de

publier avec succès, en novembre 1915 une plaquette « Pour Romain Rolland » chez un éditeur allemand inconnu du monde politique et littéraire, J.H. Jeheber. Ce dernier éditait des ouvrages religieux ou d'éducation religieuse et penchait vers un pacifisme d'inspiration tolstoïenne. De cette rencontre est née la revue « demain » dont le sous-titre était « Pages et documents » avec son design de type « expressionniste », au sens allemand du terme. Guilbeaux avait attiré à Genève le jeune Frans Masereel qui fournit à « demain » un « design graphique » d'avant-garde avec des xylographies de combat politique. L'éditeur Jeheber était prudent : il ne s'engagea dans un premier temps que pour six mois, puis prolongea sa collaboration avec Guilbeaux non sans avoir obtenu des garanties de fonds promis par des mécènes et pacifistes fortunés. Jeheber refusa néanmoins de continuer « demain » au-delà de 1916 de sorte que Guilbeaux continua sans éditeur, à son propre compte, quitte à trouver lui-même son capital.

Parmi les rubriques représentées dans les colonnes de « demain », la revue de presse prendra de plus en plus d'importance : nombreux seront ceux qui y découvriront ce qui se discute ailleurs et chez l'adversaire et ce que leurs propres censeurs leur cachent. Guilbeaux profite des nouvelles de France et d'Allemagne de feuilles plus ou moins clandestines relayées par des correspondants ou des passeurs. Ainsi, on pouvait lire en France des commentaires et prises de position dont il n'était jamais question dans la presse légale en France. Dans le fascicule de mai 1917, par exemple, on trouve une allusion à des refus d'obéissance de troupes françaises au front et d'une situation quasi révolutionnaire. Les « mutineries » ont principalement eu lieu entre mai et juin 1917. Ce développement inquiétant était tenu très secret en France de sorte que les censeurs de « demain » furent alertés : Guilbeaux l'aurait-il su d'avance et aurait-il été de mêche avec les meneurs des mutineries ? Ce passage sera retenu comme chef d'accusation lors du procès « d'intelligence avec l'ennemi », intenté à Guilbeaux, en 1919. En réalité, la diffusion du fascicule de mai fut retardée et il parut seulement à la fin juin, à un moment où la rumeur s'était déjà répandue. Guilbeaux n'eut ni la prescience des mutineries ni l'occasion de se justifier à ce sujet. Cette bourse aux nouvelles

était tout à fait dans l'esprit de Rolland qui prônait une presse ouverte et non censurée.

En 1916, alors que des initiatives de paix diverses laissaient encore des espoirs, Guilbeaux reste politiquement solidaire du groupe autour de la « Vie ouvrière » ce qui explique que beaucoup d'auteurs de celle-ci réapparaissent aussi dans « demain ». Du côté allemand il s'est inspiré d'une revue congéniale et aussi corrosive que « Die Aktion » de Franz Pfemfert, le rendez-vous de l'avant-garde expressionniste allemand de l'époque. Parmi les Allemands résidant en Suisse, on remarque l'influence de Thea Sternheim et d'Annette Kolb, deux femmes écrivains pacifistes (Thea étant l'épouse de Carl Sternheim) et du jeune couple Yvan et Claire Goll qui assurent la liaison avec les dadaïstes de Zurich. On est loin du pacifisme bien-pensant d'avant-guerre à la Bertha von Suttner qui faisait appel au bon sens et à la raison des élites « éclairées » ; le pacifisme cède bientôt à la colère - et de la révolte à la révolution il n'y a plus qu'un pas.

*Censure, diffusion par contrebande, impact et précarité.*

« demain » fut défendu de circulation en France dès son second numéro, en février 1916, et son directeur mis sous mandat d'arrêt en mars 1918. Guilbeaux était d'emblée exclu de ressources de publicité, puisque des entreprises suisses risquaient de figurer sur les listes noires de la surveillance de l'Entente. Il est vrai qu'il ne fallait pas trop forcer la main des milieux romands francophiles qui, avec Robert de Traz et le député libéral genevois Marcel Guinand en tête, voyaient en Rolland et son « acolyte » Guilbeaux un traître à la civilisation française et à la cause de l'humanité tout court.

Comme beaucoup de revues de l'époque « demain » est tiré à 2 000 exemplaires ; vendus ou non - le tirage ne dit pas grand-chose de l'impact. Au faite de son expansion, fin 1916, Guilbeaux revendique avoir eu 800 abonnés réguliers et avoir écoulé le reste pour recruter des mécènes. Il fait convoier d'importants paquets en vrac en France et en Italie par des passeurs, souvent des syndicalistes, des cheminots pouvant faire la navette entre la France et la Suisse et, en 1917, des instituteurs opposants. Le cas le plus célèbre est celui de Lucie Colliard : institutrice et syndicaliste à Saint-

Gingolphe (Haute-Savoie), localité à cheval sur la frontière franco-suisse sur la rive du Léman. Elle distribua des exemplaires de « demain » à ses classes lors de passages de frontière fréquents quitte à les rassembler et les expédier hors de la portée des douaniers. Comme ce fut le cas de nombreux d'instituteurs opposants, on lui intentera un procès pour défaitisme en 1917. Marguerite Thévenet qui épousa par la suite Alfred Rosmer était aussi une de ces nombreuses passeuses. Elle maintint les liens avec la « Vie ouvrière » et elle faisait aussi la liaison avec un groupe très critique, « la Société d'études documentaires et critiques de la guerre » qui regroupait des intellectuels et des universitaires. Guilbeaux comptait sur des courriers pour convoier des fonds pendant la guerre, ce qu'il fit aussi, probablement à une plus grande échelle, lorsqu'il fallait transférer des fonds russes « officiels » après la Révolution d'octobre. Il n'a d'ailleurs jamais caché ces transactions qui n'avaient rien d'illégal du point de vue suisse.

Au regard des nombreux exemplaires de « demain » saisis aux frontières et à l'intérieur de la France, cette pénétration dans les milieux socialistes minoritaires et les syndicalistes a été efficace et les moyens d'éviter les contrôles ont été faciles grâce à la solidarité ouvrière. Les milieux ouvriers de la Suisse romande, notamment du Jura, formaient aussi un public réceptif. C'est ainsi que Jules Humbert-Droz - alors jeune pasteur objecteur de conscience suisse, futur commissaire de l'Internationale communiste - prit la suite de « demain » en 1919 en lançant son « Phare » à La Chaux-de-Fonds. Le prix de cette gestion nécessairement chaotique était une dépendance accrue de donateurs privés qui se faisaient rares et d'un nouveau bailleur de fonds très encombrant : la nouvelle République des Soviets.

*1917, l'année critique à tous égards.*

La première série était une plateforme neutre sans affiliation politique exclusive. Les mécènes de cette période ont voulu rester anonymes pour des raisons évidentes. Romain Rolland veillait à ce que Guilbeaux ne s'aventure pas à accepter des fonds douteux - allemands surtout. Accepter de l'argent allemand n'aurait pas été illégal du point de vue suisse mais éventuellement risqué pour la neutralité. L'enquête fédérale a réussi à évacuer à ce sujet tout soupçon de

financement allemand, car ce fut un des principaux reproches fait à Guilbeaux lors de son procès en France. L'exemple du prétendu soutien de la « banque Rosenberg à Berlin » est tout à fait parlant : le procureur fédéral a démontré qu'il s'agissait d'une confusion de noms et d'identité : il y avait bien un Gabriel Jakob von Rosenberg (né en 1858 à Gitomir, Wolhynie) parmi les mécènes, mais il s'agissait d'un ressortissant Ukrainien résidant à Sankt-Moritz. Guilbeaux manoeuvrait donc sur un terrain miné.

La deuxième série de « demain » est entièrement consacrée à l'internationalisme et, de plus en plus, à la fraction d'obédience léninienne : la séparation du courant socialiste parlementaire est visible. Guilbeaux est bientôt sur le point de se voir exclu du PS suisse - une procédure disciplinaire fut commencée en 1918, mais ne fut pas achevée à cause de l'expulsion de Guilbeaux.

« demain » salue évidemment la révolution russe de mars 1917 - comme la plupart des socialistes et Romain Rolland aussi. C'est après le coup de force de la révolution d'octobre et l'établissement du nouveau régime que l'étau se resserre sur Guilbeaux. Après la perte de l'allié russe, un fléchissement dans le moral des troupes et une relève américaine qui tarde, la France appelle le « tigre » Clémenceau au gouvernement et combat énergiquement le « défaitisme ». Guilbeaux rapporte que Clémenceau aurait personnellement « réclamé sa peau ». Avec la prise du pouvoir bolchevique à la fin de 1918, « demain » devient un porte-parole de la révolution internationale et bénéficie pour peu de temps d'un financement « ordinaire » par le truchement de la nouvelle mission « soviétique » à Berne (la RSFSR, République Socialiste Fédérative des Soviets Russes, Etat indépendant avant 1923 et précédant l'URSS). Ce financement et la présence d'agents tels que Guilbeaux en Suisse deviennent donc en 1918 effectivement un « défi à la neutralité suisse » ce dont la diplomatie de l'Entente ne se prive pas de faire valoir avec force auprès du gouvernement fédéral.

*Guilbeaux cautionne le transfert de Lénine « en wagon plombé » à Petrograd - Romain Rolland refuse.*

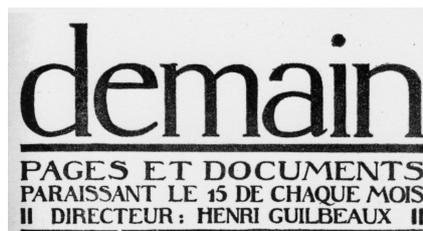
Guilbeaux a fait un signe d'allégeance visible en co-signant le « protocole » de transfert des « bolcheviki », en avril 1917, par le fameux « wagon plombé » à travers l'Allemagne vers Petrograd.

Cette action mythifiée dans l'historiographie socialiste fut organisée par le « camarade » Fritz Platten de Zurich non sans l'aide de la Oberste Heeresleitung allemande (l'OHL). Cette signature lui « collera » toute sa vie et le marquera apparemment comme révolutionnaire pur et dur. Il devient ainsi une sorte de dépositaire de Lénine en Suisse et intermédiaire privilégié pour les relations avec la France qui sont quasiment coupées. Guilbeaux n'en profitera guère : les mentions de son nom dans les écrits de Lénine sont cyniquement dépréciatives : il le range dans la catégorie des « idiots utiles » de la révolution, un simple journaliste sans responsabilité. En revanche, le deuxième bureau français attaché à l'ambassade de France de Berne était convaincu que Guilbeaux était un meneur important et allait transplanter la révolution socialiste en France. Clémenceau, moyennant des procès militaires retentissants à effet de signal (les affaires Caillaux et Malvy), s'efforça d'enrayer le « défaitisme » et les nombreuses grèves. Un nombre de syndicalistes et des instituteurs furent poursuivis dans un climat de crise sociale aiguë. Un dossier judiciaire épais attendait Guilbeaux en France pour le moment où l'on pourrait mettre la main sur lui. Cette signature a donc inutilement et faussement renforcé son image d'homme d'action, car elle est le fruit d'un simple hasard : le départ de Lénine de Zurich s'était fait dans la précipitation, il fallait à tout prix trouver des co-signataires français pour manifester le soutien internationaliste de la France. Romain Rolland fut sollicité, mais refusa car il se méfiait de Lénine, Guilbeaux, lui, s'y substitua. Rolland était très inquiet par cet orage qui se préparait en France, il avait toutes les raisons de croire qu'il n'était pas à l'abri de poursuites, même comme détenteur du prix Nobel.

« *L'affaire Guilbeaux* », un avertissement pour Romain Rolland.

Le parquet du canton de Genève, sur intervention de députés cantonaux et de protestations françaises, obtint par le ministère public fédéral (procureur de la Confédération) une surveillance postale, téléphonique et télégraphique complète (ce qui était déjà le cas en France). Principal soupçon : atteinte à la sécurité du pays et à la neutralité suisse. Le dossier Guilbeaux aux Archives fédérales témoigne d'une application minutieuse de cette mesure, ce qui permet de reconstruire la phase «

chaude » de ce qui a ému le monde socialiste suisse comme « l'affaire Guilbeaux ». Le 7 juillet 1918, Guilbeaux est écroué à la prison St. Antoine, on perquisitionne, saisit ses archives contenant quelques manuscrits de Lénine et une enquête fédérale est lancée (le dossier contient quelques lettres de Romain Rolland à Guilbeaux qui étaient assez compromettantes en France). Le PS mandate des avocats et la presse ouvrière suisse défend unanimement le prévenu : on craint qu'il ne soit livré à la vindicte de la France. Rolland aussi rend témoignage. Guilbeaux est libéré sous caution après trois semaines de détention préventive. Le rapport du juge d'instruction fédéral est relativement impartial (par rapport à la police genevoise qui se soucie peu des formes légales) : il aboutit à laver Guilbeaux des principaux chefs d'accusation. Il faut néanmoins statuer un exemple et expulser, sinon neutraliser ce journaliste dérangeant. Faute de pouvoir l'expulser immé-



diatement, la Confédération impose à Guilbeaux comme sanction administrative un lieu de résidence « non-limitrophe », ce qui signifie que Guilbeaux aurait dû résider dans le canton reculé d'Appenzell Intérieur.

Ce répit ne fut que court : en automne 1918, les pays de l'Entente sentent basculer la guerre en leur faveur et déjà le « spectre du bolchevisme international » hante la diplomatie. Celle-ci exerce alors une énorme pression sur la Confédération pour qu'elle cesse de tolérer ces nids de subversion en Suisse et surtout rompe avec la RSFSR et sa mission fraîchement reconnue et installée à Berne<sup>2</sup>. Cette « mission » (diplomatique mais sans rang d'ambassade) était très contestée en Suisse même et était devenue effectivement avec Berlin une des rares têtes de pont légales à l'ouest de la RSFSR pour la propagande en Europe ; la seule permettant de faire transiter des fonds dans les pays de l'Entente qui avaient établi un cordon sanitaire isolant la Russie soviétique. La Suisse était devenue une faille dans le front anti-soviétique. Les milieux internationalistes gravitant autour de cette mis-

sion faisaient l'objet d'une observation serrée. La principale personne visée par l'Entente parmi ceux-ci était Anna Balabanova, qui effectivement occupait une fonction-clef chez les internationalistes et les socialistes italiens. Mais Guilbeaux aussi figure avec elle à la tête d'une liste de personnes « indésirables ». Sans s'en douter, Guilbeaux « l'idiot » de Lénine était devenu « très utile » et investi d'une importance politique exagérée par le simple fait que depuis le coup d'Etat d'octobre, une guerre civile faisait rage à l'Est et que les relations diplomatiques étaient rompues entre la Russie et les pays de l'Entente. Pour le nouveau régime, Guilbeaux était donc un propagandiste de choix auprès des mouvements « internationalistes » en France. À ce moment la propagation de la révolution en Europe était une évolution imaginable, quoique peu probable pour Romain Rolland. Guilbeaux s'est vu octroyer par voie télégraphique la citoyenneté de la RSFRS (il est même nommé membre de l'Académie des sciences sociales de Russie), le 30 septembre 1918, espérant sans doute pouvoir un jour profiter d'une protection diplomatique – mais à cause des événements subséquents il n'a pas pu se faire délivrer un passeport en règle. Guilbeaux se trouvait dans la ligne de mire à la fois des pays de l'Entente et du Conseil fédéral. Pire, il était devenu dérangeant pour les milieux socialistes et ses parlementaires fédéraux. Alors qu'en juillet, on voyait encore en lui une victime, en novembre il représentait la fraction « aventurière » des internationalistes d'observance bolchevique dont se détachait progressivement le PS suisse. Dans l'opinion publique les bolcheviques passaient pour des pions de l'Allemagne. Rolland, qui suit de près cette évolution, en désespère et voit sa méfiance confirmée. Il pense qu'en frappant son entourage on le vise lui-même.

*La Grève générale de novembre 1918 en Suisse : grand coup de balai et des expulsions en série.*

Au moment de l'armistice en novembre 1918, les Empires centraux étaient aux prises de grèves et de révolutions. La Suisse fut touchée marginalement, non pas par une révolution mais par la Grève générale qui servit de détonateur pour un changement radical dans la politique de la Suisse à l'égard de la RSFRS, des étrangers en général et des organisations syndicales en particu-

lier – pour ne pas mentionner les « internationalistes » tombés en complet discrédit. Pour l'Internationale socialiste, c'est le grand partage des eaux : dès lors s'engage le processus douloureux de la scission entre communistes et socialistes de tous les pays. La mesure la plus spectaculaire est l'expulsion, en pleine Grève générale, de toute la mission diplomatique russe, de la rupture des relations diplomatiques qui dura jusqu'en 1946 et qui eut des effets négatifs pour la Suisse. Avec cette rupture, la nouvelle citoyenneté russe ne valait plus rien pour Guilbeaux : il ne fallait plus se gêner pour l'expulser ni même enquêter à son sujet et l'on pouvait compter sur le silence du PS suisse. Guilbeaux aurait théoriquement pu réclamer le statut « d'asile politique » pour rester à Genève en faisant valoir qu'il était persécuté dans son pays, mais ses chances auraient été faibles et, d'ailleurs, de quoi aurait-il vécu ? Quelques internationalistes courageux ont choisi cette issue et ont pu rester en Suisse (par exemple Claude Le Maguet, dit Jean Salives). Moins spectaculaires, mais aussi radicales furent les expulsions de résidents étrangers. Le Conseil fédéral passa un grand coup de balai : une première liste de personnes à expulser comprend 95 noms comprenant à peu près tous les cadres de groupements d'étrangers suspectés « d'internationalisme », d'anarchisme etc. dont beaucoup de juifs russes. Pour Guilbeaux, la décision d'expulsion tomba le 7 décembre. Beaucoup d'autres suivirent. Il n'a jamais été impliqué dans les événements de la Grève générale, mais comme aux autres internationalistes bolcheviques on lui imputa d'avoir fomenté une vraie révolution – une interprétation de l'histoire qui n'a été corrigée que dans les années 70. Dès lors Guilbeaux n'avait pas d'autre choix que de rejoindre la « Révolution mondiale » et Moscou.

*Condamnation à mort par contumace et exil à Moscou.*

Exécuter un ordre d'expulsion est toujours difficile. En général, la victime a le choix du pays destinataire, car le droit suisse exclut aujourd'hui qu'on « extrade » à l'étranger un individu sans forme ou sans un accord d'entraide juridique. Même aux anarchistes, on épargnait « l'extradition » directe vers un Etat étranger. Vers quel pays expulser ? En instance d'expulsion, Guilbeaux est à nouveau écroué et conduit à Bâle pour traverser l'Allemagne et

passer à Moscou. Mais à la frontière du Reich (en voie de devenir une République allemande), le nouveau régime le refoule. Sur ordre de la Confédération, Guilbeaux est d'abord « parqué » dans la prison préventive de Bâle, puis, par mesure inhabituelle, (en principe seulement applicable sous le droit militaire) « interné », au fort de Savatan en Valais. Guilbeaux y passe les premières semaines de l'année 1919 tandis que sa femme est hébergée par Auguste Forel dans sa propriété à Yvorne. Le 16 février 1919, après des interventions auprès de leaders socialistes allemands, il traverse avec sa femme et ses camarades de combat Isaac et Hélène Horovitz, la frontière à Schaffhouse pour arriver, le 5 mars à Moscou après un périple à travers une Pologne encore en guerre.

En même temps et sans que Guilbeaux le sache, a lieu son propre procès à Paris. Le 3e Tribunal Militaire de Paris, le condamne à mort par contumace. Motif : avoir « entretenu des intelligences avec l'Allemagne en se livrant par voie de presse, notamment par la revue « demain » à une campagne de nature à impressionner l'opinion dans un sens pacifiste et révolutionnaire, conformément au plan des empires centraux »<sup>3</sup>. Au cas où Guilbeaux aurait été arrêté en France, il aurait pu espérer au mieux une révision de son procès – telle est la procédure habituelle en France. Malgré l'armistice, ce procès de droit militaire à caractère politique était encore tombé sous les lois d'exception de guerre qui n'ont été levées qu'en octobre 1919. L'auteur a pu consulter le dossier des deux procès Guilbeaux (1919 et 1933). Le premier est une compilation assez informelle de pièces de valeur inégale, souvent douteuse, provenant uniquement du gouvernement sans qu'il y ait de confrontation de partis, puisque ni l'accusé ni un défenseur ne sont présents. Les mêmes griefs que le procureur fédéral a invalidés en Suisse s'y trouvent encore et ne sont évidemment pas contredits. Seuls le commissaire et le greffier étaient des professionnels du barreau, le juge président était un capitaine de pompiers. Ceci était conforme au droit militaire mais préjudiciable au vu de la dimension politique du procès : les faits incriminés n'avaient aucun caractère militaire et eurent lieu hors du territoire français. Lors du deuxième procès de 1933 on s'en rendit compte : la révision conduisit à l'abandon de l'accusation. Ce dossier est bien mieux étayé et conforme à une

procédure ordinaire française. Le cabinet de maître Torrès, spécialiste des procès politiques de l'époque, y a assuré la défense. L'historienne spécialiste de la justice militaire, Mme Annie Deperchin, a confirmé à l'auteur cette impression et ne trouve dans la procédure expéditive du procès rien d'extraordinaire pour l'époque et la situation de guerre. Les documents du procès ont été publiés dans la très partielle « Revue des causes célèbres » de mars 1919 afin que le cas fasse effet d'exemple. Selon des témoins, le procès aurait duré juste le temps de la lecture du réquisitoire devant une salle quasiment vide.

Guilbeaux tombe à pic à Moscou où il arrive juste à temps, le 6 mars, pour assister à la constitution de la IIIe Internationale, cette fois l'Internationale Communiste (Komintern), et où, faute de disposer d'un délégué français, Lénine lui attribue ce rôle sans autre légitimation (on lui accorde une « voix délibérative »). Dès lors il se qualifie de « membre du groupe français internationaliste de Moscou » avec Maurice Parjanine, Pierre Pascal, Victor Serge et quelques autres Français de la colonie française qui ne se sont pas fait rapatrier et ont embrassé la cause « communiste ». Jusqu'à ce que l'Internationale communiste ne se soit proprement organisée (avec le Suisse Jules Humbert-Droz comme commissaire pour les pays latins) ce groupe improvisé, plein de rivalités, subissant les privations d'une guerre civile et souffrant de faim, assurait des travaux de propagande, de rédaction et de traduction. Guilbeaux voulut profiter de l'ancienne réputation de « demain » et relança la revue à partir de Moscou comme « organe du groupe internationaliste français de Moscou ». Un premier fascicule de la « troisième série » parut en septembre 1919 (No. 31), ce fut aussi le dernier.

*De Moscou par Berlin à Paris : rupture avec Romain Rolland - la fin de la grande illusion.*

À partir de ce moment, la vie de Guilbeaux est peu documentée, intéressante néanmoins puisqu'elle est représentative de ce qui est arrivé à beaucoup d'« internationalistes » dans les années 20 et 30. Sans parler russe, sans racines dans le mouvement ouvrier français, coupé de la France et de la Suisse, sans ressources personnelles, profitant uniquement de la protection de Lénine, sa position était nécessairement précaire. Lorsque Lénine

mourut, il perdit son protecteur. Que faire dans une Russie où il n'avait de place et où une nouvelle Internationale cette fois télécommandée et dictatoriale se formait ? En 1924, il se replie sur Berlin où il trouve du travail grâce à ses connaissances d'allemand. Il y vit très pauvrement comme correspondant de « l'Humanité » et collaborateur et critique à la célèbre « Weltbühne » de Carl von Ossietzky. Il est le premier à publier une biographie de Lénine en 1923 en allemand, texte que le jeune Bertolt Brecht se targue d'avoir lu.

Comme tant d'autres, Guilbeaux n'est pas à l'abri des exclusions et purges subséquentes dans les partis communistes, le PCF compris : il perd le soutien du parti et se voit retirer la fonction de correspondant de « l'Humanité » à Berlin. Sous la République de Weimar, il est à l'abri, mais sans ressources, obligé d'implorer l'aide de son ancien réseau de connaissances. Sa première femme Henriette l'ayant quitté en rentrant en France en 1924, il vit désormais de versements irréguliers que lui envoient Romain Rolland, Stefan Zweig, l'anarchiste zurichois Fritz Brupbacher et autres. Maurice Wullens, rédacteur d'une revue d'instituteurs français « Les Humbles » et Maurice Parjanine lancent un comité pour le retour de Guilbeaux. Cette solution n'a aucune chance d'aboutir sans appui massif de milieux socialistes ou communistes. Pas même l'élection d'une chambre avec un cartel de gauche en 1924 ne parvient à faire évoluer sa situation.

Vers 1932-1933 se dessine un changement de stratégie de l'Internationale communiste pour échapper à l'isolement « puriste » qu'impose Moscou à ses partis. Sous la houlette de Willy Münzenberg, ancien camarade de Guilbeaux à Zurich, se constitue à Paris le « front

antifasciste », ouvert à tous les intellectuels, ce qui améliore les chances de Guilbeaux. Celui-ci se constitue prisonnier à la prison du Cherche-Midi le 16 juillet 1932 où il passe des mois en rédigeant ses souvenirs : « Du Kremlin au Cherche-Midi » (1933). Le 15 février 1933, après un bref procès, il est libre, le gouvernement ayant abandonné l'accusation. Ce procès est accompagné d'une campagne de presse où Romain Rolland a défendu son ancien compagnon de lutte, mais ce n'est pas un triomphe. Avec son retour en France où il est presque inconnu, Guilbeaux échappe de justesse à la prise de pouvoir des Nazis à Berlin. Rolland est le seul grand nom qui témoigne en sa faveur.

Le silence se fait bientôt autour de Guilbeaux. Il semble qu'on l'évite et qu'il ait perdu son sens de l'orientation politique en publiant des livres polémiques dans lesquels il se déshonore en prenant des positions antisémites. Il n'est pas le seul à virer dans un courant qui aurait pu aboutir dans un proto-fascisme à la Jacques Doriot et son Parti Populaire Français, s'il n'était mort prématurément. Une autre polémique le conduit à fustiger le « stalinisme » de Romain Rolland qu'il impute à Marie Romain Rolland. Guilbeaux a appris à connaître Marie Koudacheva (future Rolland) à Moscou avant 1924. Selon Guilbeaux Marie Koudacheva aurait accaparé et éconduit politiquement le grand homme vers un stalinisme aveugle. Guilbeaux meurt à 54 ans, démuné et sans écho le 15 juin 1938 à Paris. Il laisse une seconde épouse, Nina de Cube, mais pas de descendants directs.

Que retenir de « demain » et de Guilbeaux? Avoir publié la plateforme politique et littéraire de « demain » à un moment crucial de la

guerre de 1914-1918 et dans les conditions que l'on sait est déjà remarquable. Qu'il se soit ensuite assis entre toutes les chaises possibles est au fond tragique. Et puis il y a un rôle de Guilbeaux qui reste à redécouvrir (notamment par les germanistes français) : celui d'avoir été le premier à publier en France une anthologie des poètes allemands contemporains et d'avoir découvert pour la France l'expressionnisme allemand.

Que retenir de la relation Rolland-Guilbeaux ? Le jeune « rollandiste » d'avant 14 occupe chez Rolland le rôle d'un « fonceur » d'homme de lettres actif et engagé qui agit et met en relation les protagonistes les plus divers. Guilbeaux tient l'avant-boutique tandis que le grand maître tient les fils à l'arrière, discrètement. Les parcours s'inversent, lorsque Guilbeaux, l'échaudé, tentera de convaincre son maître de ne pas tomber dans l'illusion du stalinisme.

Mais il y a davantage à retenir de ces destinées, notamment de celle de Guilbeaux : cette « vie » est une illustration du passage dramatique de la IIe Internationale socialiste à l'Internationale communiste vu, vécu et subi par un déraciné à partir d'un observatoire exceptionnel à Genève. On reconnaît en lui un de ces parcours tragiques, de ces « compagnons de route » ou « idiots utiles » que François Furet a décrits dans « Le passé d'une illusion », une destinée d'intellectuel du XXe s. qui passe en étoile filante, se brûle à une grande Illusion pour disparaître dans l'anonymat.

Octobre 2007

1. « demain » avec, correctement, un « d » bas de casse (même Rolland ne respecte pas cette orthographe)
2. Procès-verbal du Conseil fédéral du 6 nov. 1918 (Documents diplomatiques suisses, vol.6, No 462)
3. 3e Conseil de Guerre, jugement 108/4470, contumace, du 21.2.1919, Dépôt

## Références et bibliographie

Nous nous limitons ici à une bibliographie essentielle. Pour obtenir des références, une bibliographie, un répertoire circonstanciés, etc. s.v.p. s'adresser à l'auteur par courriel : atelier.leimen@bluewin.ch. Sur Guilbeaux : notice biographique de Nicole Racine dans « le grand Maitron » (pp. 85-88), « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français », J. Maitron, Editions de l'Atelier, Paris, 2001). Annie Kriegel « Aux origines du communisme français » Paris, La Haye, 1964, 2 vols. Klaus-Dieter Krabiel « Bertolt Brechts Aufruf für Henri Guilbeaux ; ein un bekannter Text, ein vergessener Autor und eine denkwürdige Affäre » dans Etudes Germaniques no 4 (2000), pp.736-761. Nadja Braendle : « Henri Guilbeaux, sa revue 'demain' et leur évolution », mémoire de diplôme de la faculté de lettres de l'université de Genève, 1973 (FL-MH-28W). Sur le contexte suisse : Mauro Cerutti, « Le mouvement ouvrier genevois durant la première guerre mondiale » dans « La Grève générale en 1918 en Suisse » M.Vuilleumier, F.Kohler, E.Ballif, M.Cerutti et B.Chevalley, Genève 1977 (pp. 137-206) ; Charles Heimberg, Marc Vuilleumier et.al. « Cent ans de police politique en Suisse (1889-1989) » Cahiers de l'AEHMO, Lausanne, 1992. L'orthographe correcte de « demain » : le « d » est en minuscule. JPM

\* **Jean Pierre Meylan** est docteur *ès Lettres*.

Dans les *Cahiers de Brèves* n°21 sera publié la suite des travaux de Jean-Pierre Meylan sur la relation Rolland - Guilbeaux ; six lettres inédites de Romain Rolland à Guilbeaux, qui avaient été saisies par la justice de Genève, seront présentées par l'auteur.